

LA LOI SUR LA MARINE MARCHANDE DU CANADA

L'EXCLUSION DES EMBARCATIONS DE PLAISANCE ET DES CANOËS

M. John A. MacDougall (Timiskaming): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. Le Conseil canadien des organismes de nautisme et de nombreux particuliers s'inquiètent des modifications à la Loi sur la marine marchande du Canada. Toutes les embarcations et tous les canoës seront-ils assujettis à des droits annuels? Tous les propriétaires de bateaux devront-ils se conformer aux normes de la Loi sur la marine marchande?

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, la réponse est non. Je suis au courant des déclarations de propriétaires d'embarcations de plaisance et d'autres personnes qui s'intéressent au nautisme, faites à la suite de renseignements erronés ou trompeurs disséminés par le lobby nautique. Je peux dire que la grande majorité des embarcations de plaisance ne sera pas visée par ces dispositions du projet de loi C-75. Je l'ai précisé au comité et je suis sûr que le député le constatera dans la version définitive du projet de loi.

M. Shields: J'ai une question supplémentaire, monsieur le Président.

M. le Président: La parole est au député de Cape Breton-The Sydneys.

* * *

L'ÉNERGIE

LE PRIX DU PÉTROLE BRUT

M. Russell MacLellan (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Elle a dit qu'elle voulait attendre de voir ce que deviennent les cours mondiaux du pétrole avant de prendre des mesures pour venir en aide à l'industrie pétrolière canadienne. Pendant ce temps-là, des sociétés de l'Ouest comme la Husky Oil et des sociétés de l'Ontario comme la Algoma Steel mettent leurs employés à pied par centaines. Que prévoit faire la ministre pour sauver ces emplois et sauver l'industrie pétrolière canadienne qui court au désastre?

L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, je puis assurer au député que nous n'aurons pas le genre de réaction automatique aux fluctuations de prix qu'ont eue les libéraux lorsqu'ils étaient au pouvoir, car cette réaction s'est traduite par le Programme énergétique national qui a dévasté l'ouest du pays.

Questions orales

LA POSITION DE LA MINISTRE

M. Russell MacLellan (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur le Président, c'est la politique de la ministre qui a suscité ce climat d'incertitude et de panique dans l'industrie énergétique.

Des voix: Bravo!

● (1440)

M. MacLellan: Va-t-elle maintenant tourner le dos à l'industrie énergétique, quitte à ce que les entreprises soient rachetées ou même fermées, monsieur le Président?

L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, la réaction de panique et d'hystérie du député est justement celle que les gouvernements des provinces productrices et le nôtre s'efforcent d'éviter en cette guerre des prix.

Je ferai remarquer au député que ni les gouvernements des provinces productrices ni les sociétés pétrolières ne nous demandent de réglementer de nouveau l'industrie, comme l'ont fait les libéraux. Aucun d'entre eux ne nous demande de revenir à la réglementation, car la déréglementation de l'industrie a fait augmenter les forages et stimulé les activités, qui ont atteint à un niveau sans précédent, tout en faisant baisser les prix pour les consommateurs.

M. Blenkarn: J'ai une question supplémentaire, monsieur le Président.

M. le Président: La parole est au député de Hamilton Mountain.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE NICARAGUA—LA DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Serait-il en possession de renseignements qui porteraient le gouvernement du Canada à abonder dans le sens du président des États-Unis quand ce dernier affirme que le Nicaragua constitue une menace croissante pour la sécurité des États-Unis?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, je me vois obligé de répéter les réponses précédentes que j'ai fournies à l'opposition officielle et au chef même du député. Je ne peux rien faire de plus que de renvoyer le député au hasard du 13 mars et à diverses autres occasions où nous avons exposé la position officielle du gouvernement au sujet de l'Amérique centrale.

LA PRÉTENDUE MENACE POUR LA SÉCURITÉ DES ÉTATS-UNIS

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, je voudrais poser une question supplémentaire. J'ai prié le vice-premier ministre de ne pas oublier que le président des États-Unis a fait cette déclaration hier soir.